

d'un gouvernement *impérial*, responsable au parlement élu par le peuple des pays associés. Avec raison, il place au premier rang de ces intérêts impériaux la possession de l'Inde et de l'Égypte. Il serait facile, en effet, de démontrer que l'Angleterre a contracté ou rompu la plupart de ses alliances et fait ou subi la plupart de ses guerres, afin de consolider son Empire des Indes et de s'en assurer la paisible et profitable possession. Mais le même raisonnement s'applique à un degré variable à *toutes* ses possessions. L'Inde et l'Égypte renferment plus de causes de conflit ; n'empêche que les autres colonies peuvent aussi donner lieu à des complications internationales.

Si toute distinction entre la défense locale et la défense impériale est vaine, si tous les pays autonomes de l'Empire se soutiennent mutuellement dans toutes les guerres où l'un d'eux sera engagé, il faut prévoir *toutes* les causes de conflit. Si la Grande-Bretagne fait la guerre à la Russie, à la Chine ou au Japon à cause de ses possessions asiatiques non comprises dans le patrimoine de l'association, les autres associés devront lui venir en aide. Il en serait de même pour les possessions de l'Afrique occidentale, le littoral du Golfe Persique, Ceylan, les Settlements, enfin les innombrables possessions que l'insatiable Angleterre a incorporées à son empire dans toutes les parties du globe.

Le même raisonnement s'applique aux conquêtes récentes de l'Union sud-africaine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Seul le Canada a l'insigne honneur de se saigner à blanc pour tout ce monde-là, sans aucun espoir d'une compensation quelconque. Grâce au triomphe de la nouvelle doctrine de la 'solidarité impériale', émanée de 'l'obligation morale' et de la 'dette de reconnaissance' contractée envers la mère-patrie qui l'a si bien plumé, il est exposé à se voir entraîner dans de nouvelles guerres, afin d'aider sa mère et ses sœurs à garder le fruit de leurs conquêtes. Le moins qu'il puisse exiger, semble-t-il, c'est que tout cela tombe dans le patrimoine de la communauté. Le rôle de Dandin de l'Empire a peut-être ses charmes et sa gloire ; il devrait aussi avoir ses bornes.

Gouvernement de l'Inde — "La question insoluble"

Mais le gros, très gros problème, c'est le gouvernement de l'Inde.

L'un des pontifes de l'Impérialisme ¹ me faisait un jour l'honneur de vouloir me convaincre de la parfaite praticabilité de l'association impériale. A chaque objection, il opposait tantôt une réplique victorieuse, tantôt une explication plausible. "Et l'Inde, qu'en faites-vous?" La réponse ne se fit pas attendre: "C'est jusqu'ici la question insoluble!" M. Curtis, en dépit de sa foi robuste et de son magnifique optimisme, admet que c'est "l'une des difficultés les plus sérieuses" à résoudre (p. 202). Aussi n'y touche-t-il qu'à la surface. Dans ce volume si compact, de 250 pages, douze à peine sont consacrées au gouvernement des dépendances, y compris l'Empire des Indes avec ses trois cent douze millions d'habi-

¹ Il n'y a pas d'indiscrétion à le nommer: c'était lord Milner.